

**RAPPORT 2003**

**La vraie sécurité n'admet pas les raccourcis :  
loin des projecteurs, les gens souffrent aussi**

Index AI : POL 10/011/2003

**Embargo : mercredi 28 mai 2003 (9 h 00 TU)**

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Les habitants de notre planète n'ont jamais été aussi peu en sécurité depuis la fin de la Guerre froide, a déclaré aujourd'hui Irene Khan, la secrétaire générale d'Amnesty International, à l'occasion de la sortie du rapport annuel de l'organisation de défense des droits humains.

« La guerre contre l'Irak domine depuis un an la scène internationale mais, loin des regards du monde, des êtres humains sont victimes d'une foule de conflits "oubliés", de la Côte d'Ivoire au Népal en passant par la Colombie, le Burundi ou la Tchétchénie.

« L'Irak et Israël et les Territoires occupés font la une de la presse, mais personne ne parle de l'Ituri, en République démocratique du Congo, alors que la menace d'un génocide y est imminente, a souligné Irene Khan. La tâche la plus importante à laquelle nous soyons confrontés aujourd'hui est d'attirer l'attention sur les crises "cachées" et de défendre les droits des "victimes oubliées". »

Aux quatre coins du monde, les gouvernements ont dépensé des milliards pour renforcer la sécurité nationale et intensifier la « guerre contre le terrorisme ». Or, pour des millions de personnes, la véritable insécurité trouve sa source dans la corruption et l'incompétence de la police et de la justice, dans la répression sanglante de la dissidence politique, dans la discrimination et les inégalités sociales criantes, dans la pauvreté extrême et dans le développement de maladies qui pourraient être évitées.

« Une guerre a été menée en Irak parce qu'on y soupçonnait l'existence d'armes de destruction massive. Rien n'a été fait, cependant, pour stopper l'afflux avéré d'armes qui nourrissent les conflits et engendrent des atteintes massives aux droits humains dans de nombreuses régions du monde. »

Plus d'un an et demi après la fin de la guerre en Afghanistan, des millions

d'Afghans, dont des réfugiés de retour, sont confrontés à un avenir incertain et menaçant.

« Si rien n'est fait pour répondre sérieusement aux appels des Irakiens, qui demandent le maintien de l'ordre public et le plein respect de leurs droits fondamentaux, il existe un risque réel de voir l'Irak suivre la voie de l'Afghanistan. »

Au moment où l'insécurité augmentait, les gouvernements ont choisi d'ignorer et d'affaiblir le dispositif collectif de sécurité que représentaient les règles du droit international. Tout en prétendant œuvrer en Irak pour que les victimes obtiennent justice, les États-Unis se sont efforcés de saper les fondements de la Cour pénale internationale, traduction du principe de justice universelle.

La « guerre contre le terrorisme », loin de rendre le monde plus sûr, l'a rendu plus dangereux, en restreignant les droits fondamentaux des personnes, en portant atteinte à l'autorité du droit international et en permettant aux gouvernements d'échapper aux regards critiques. Elle a élargi les fossés entre les peuples de confessions ou d'origines différentes, semant les graines d'autres conflits à venir. Le résultat le plus tangible de tout cela est d'avoir suscité une peur bien réelle, aussi bien chez les riches que chez les pauvres.

« Nous devons absolument résister à la manipulation de la peur et nous opposer aux visées étroites des promoteurs de cette politique sécuritaire. La définition de la sécurité doit être élargie afin de prendre en compte la sécurité des personnes aussi bien que celle des États », a indiqué Irene Khan, avant de conclure : « Cela implique un engagement en faveur des droits humains. Cela implique la reconnaissance du fait que l'insécurité et la violence sont d'autant mieux combattues par les États que ceux-ci sont efficaces et responsables et respectent les droits humains plutôt que de les violer. »

Les campagnes menées en 2002 se sont traduites par un certain nombre d'avancées. L'organisation a ainsi obtenu plusieurs libérations, dont celle du prisonnier d'opinion russe Grigori Pasko. Elle a fait progresser la cause de la justice en Sierra Leone, grâce à la mise en place d'un Tribunal spécial pour ce pays. La naissance de la Cour pénale internationale est également un pas vers une plus grande responsabilisation au niveau planétaire.

---

**Les « crises cachées », loin des projecteurs**

Ignorés du grand public, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants continuent de souffrir, en Afrique, de la guerre, de l'insécurité et de la violence.

En République démocratique du Congo, la situation en matière de droits humains reste très préoccupante. Les combats et les attaques de civils continuent, en particulier dans l'est du pays. De même, dans la région des Grands Lacs, les auteurs d'atteintes aux droits humains jouissent toujours d'une totale impunité.

Au Burundi, les forces gouvernementales se sont rendues responsables d'exécutions extrajudiciaires, de « disparitions », d'actes de torture et d'autres violations graves des droits humains, tandis que des groupes armés ont tué, mutilé, enlevé ou torturé des civils, dans l'espoir de faire aboutir leurs projets politiques. De plus, les belligérants en présence au Burundi ont continué de recruter des enfants dans leurs rangs, parfois sous la contrainte.

Bien que la crise des droits humains que connaissent Israël et les Territoires occupés soit l'un des sujets les plus largement commentés, c'est aussi celui qui suscite la plus grande passivité de la communauté internationale.

En Colombie, les mesures de sécurité adoptées par le nouveau gouvernement n'ont fait qu'accélérer l'escalade de la violence politique. La crise des droits humains a été aggravée par l'échec, en février, des négociations de paix engagées entre le gouvernement et le principal groupe d'opposition armée, les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie). ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**